



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Service interministériel d'animation
des politiques publiques**

Pôle environnement et transition énergétique

Arrêté n° 41-2023-02-10-00001

**portant prescriptions complémentaires applicables aux installations exploitées par la société
PROCTER & GAMBLE BLOIS SAS à BLOIS**

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,

Vu le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du président de la République du 6 janvier 2021 nommant en conseil des ministres monsieur François PESNEAU, préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement (et notamment l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 00.2318 du 10 juillet 2000 autorisant la société PROCTER & GAMBLE BLOIS SAS à poursuivre et étendre l'exploitation de ses installations ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 03.4591 du 9 décembre 2003 (modification des conditions d'exploitation) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006.164.4 du 13 juin 2006 (dérogation à l'arrêt annuel prévu par l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 applicable aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique 2921) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006.164.1 du 13 juin 2006 (extension des activités, réalisation d'une étude d'impact et d'une étude de dangers portant sur l'ensemble des installations) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007.117.27 du 27 avril 2007 (prescriptions déchets) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-91-34 du 1er avril 2010 (surveillance initiale des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-088-0006 du 29 mars 2013 (surveillance pérenne RSDE) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-149-0009 du 29 mai 2013 (actualisation de l'ensemble des prescriptions) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 août 2015 (garanties financières pour la mise en sécurité des installations) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2016-06-07-008 du 7 juin 2016 (bénéfice d'antériorité pour le passage à enregistrement des installations de refroidissement relevant de la rubrique 2921) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2016-11-08-002 du 8 novembre 2016 (demande d'enregistrement pour les installations de stockage de produits combustibles en entrepôts couverts 1510) ;

Vu la demande de bénéfice d'antériorité au titre des rubriques 4000 déposée par la société PROCTER & GAMBLE en date du 30 mai 2016 ;

Vu la déclaration de cessation définitive des tours aéroréfrigérantes (TAR) du site par courrier du 7 octobre 2016, complété le 12 septembre 2022 par une note de synthèse des actions de mise en sécurité réalisées dans le cadre de la cessation ;

Vu la demande de modification des prescriptions préfectorales, formulée par courrier du 6 février 2018, relative à la norme de rejet concernant le paramètre chlorures ;

Vu l'étude de dangers déposée par la société PROCTER & GAMBLE le 4 février 2019, qui a fait l'objet de plusieurs compléments et du dépôt d'une version définitive consolidée en date du 24 juin 2022 (version 4) ;

Vu le projet de substitution du zinc porté à la connaissance du préfet dans le cadre de l'EDD versions 2 (novembre 2018) et suivantes (PAC intégré à l'EDD) ;

Vu la demande de modification des prescriptions préfectorales, formulée par courriel du 15 février 2019, relative au bilan décennal de fonctionnement ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 6 mai 2020 concernant un projet de réorganisation des stockages de flacons plastiques au niveau du magasin 1 ;

Vu la demande de bénéfice d'antériorité au titre de la rubrique 1978 déposée par la société PROCTER & GAMBLE en date du 28 décembre 2020 ;

Vu la demande de modification des prescriptions préfectorales, formulée par courrier du 15 octobre 2021, modifiée par courrier du 16 novembre 2021, relative au paramètre Fer + Aluminium dans les effluents industriels ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 26 octobre 2021 concernant un projet de mise en place de véhicules à guidage automatique au niveau du magasin 1 ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 26 octobre 2021 concernant un projet d'extension de la ligne de conditionnement L16 actuelle avec extension de bâtiment et d'aménagement de l'activité de nettoyage manuel à haute pression et de séchage des bigs-bags dans un nouveau bâtiment (S83) ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 28 décembre 2021 concernant un projet d'extension de bâtiment en vue d'y implanter une nouvelle ligne de production dite « ligne artisan » ;

Vu la demande de bénéfice d'antériorité au titre de rubrique 1510 déposée par la société PROCTER & GAMBLE en date du 5 juillet 2022 ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 2 août 2022, complété le 22 septembre 2022, concernant un projet de réorganisation des stockages du magasin 2 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 24 mai 2022 relatif à l'examen du dossier de porter-à-connaissance du projet d'extension de la ligne de conditionnement L16 actuelle et d'aménagement de l'activité de nettoyage des bigs-bags (S83) susvisé ;

Vu la lettre du préfet à l'exploitant en date du 28 juin 2022, relatif à l'examen du dossier de porter-à-connaissance du projet d'extension de la ligne de conditionnement L16 actuelle et d'aménagement de l'activité de nettoyage des bigs-bags (S83) susvisé ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 18 octobre 2022 ;

Vu l'avis exprimé par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 27 octobre 2022 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 2 novembre 2022 et les observations présentées par le demandeur à cette occasion ;

Considérant que l'établissement exploité par la société PROCTER & GAMBLE est soumis au régime de l'autorisation et qu'il relève du seuil haut pour la rubrique 4510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que la révision de l'étude de dangers ne met pas en évidence de nouvelles mesures de maîtrise de risques ;

Considérant que les dispositions du présent arrêté permettent de renforcer la protection des intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet

La société PROCTER & GAMBLE BLOIS, dont le siège social est situé 163, Quai Aulagnier à 92600 ASNIERES-SUR-SEINE, doit respecter, pour ses installations situées sur la commune de BLOIS au 126, avenue de Vendôme, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à actualiser les prescriptions encadrant l'exploitation des installations classées du site.

Article 2 : Classement du site

Le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mai 2013, modifié par arrêtés du 7 juin 2016 et du 8 novembre 2016 est remplacé par le tableau de classement suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Alinéa	Quantité/volume maximal autorisé	Classement ICPE(*)
2630	Fabrication industrielle à base de détergents et savons, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410 (sans transformation).	a. la capacité de production étant supérieure à 50 t/j	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Alinéa	Quantité/volume maximal autorisé	Classement ICPE(*)
4510	Dangereux pour l'environnement, aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	1. la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 t	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »
1510	Installations pourvues d'une toiture dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes.	2.a le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »
1185	Gaz à effet de serre fluorés 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire	2.a la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »
1978	Utilisation de solvants organiques	5. Autres nettoyages de surface ; la consommation de solvants étant supérieure à 2 t/an	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »
2910	Combustion. Installations consommant du gaz naturel et/ou du fioul domestique	A.2 la puissance thermique nominale étant supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques. 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène	1. la puissance maximale de courant continu utilisable étant supérieure à 50 kW	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »
4511	Dangereux pour l'environnement, aquatique de catégorie chronique 2.	1. la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »

Les installations classées relevant d'un régime de déclaration doivent respecter les prescriptions générales des arrêtés ministériels types correspondant, sauf dérogation accordée par arrêté préfectoral sur demande dûment argumentée.

En application de l'article L. 513-1 du code de l'environnement, il est pris acte du bénéfice de l'antériorité concernant :

- la rubrique 4510,
- la rubrique 1185,
- la rubrique 1510,
- la rubrique 1978.

Il est pris acte de l'arrêt définitif des 2 tours aéroréfrigérantes et de l'évaporateur. L'ensemble des prescriptions préfectorales associées à ces installations sont donc abrogées (titres Eau, Air, autosurveillance de l'arrêt préfectoral complémentaire du 29 mai 2013 et ensemble des dispositions de l'arrêt préfectoral complémentaire n° 41-206-06-07-008 du 7 juin 2016).

Il est pris acte du déclassement des installations classées relevant (passage sous les seuils de déclaration) :

- des rubriques 1432, 1433 et 1434 (relatives au stockage et à l'emploi de liquides inflammables),
- des rubriques 1530 et 1532 (relatives au stockage de papiers, cartons, bois ou matériaux combustibles analogues),
- des rubriques 2661 et 2663 (relatives au stockage et broyage mécanique de matières plastiques).

Article 3 : Prévention des accidents majeurs dans les installations classées :

L'exploitant respecte les dispositions applicables de l'arrêt du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

3.1 Recensement des substances ou mélanges dangereux

L'exploitant procède au recensement régulier des substances ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans son établissement, en application des articles 3 et 4 de l'arrêt du 26 mai 2014 modifié.

3.2 Politique de prévention des accidents majeurs (PPAM)

L'exploitant élabore et met en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs définie à l'article L. 515-33 du code de l'environnement, en application de l'article 5 de l'arrêt du 26 mai 2014 modifié.

Celle-ci est réexaminée au moins tous les cinq ans et mise à jour si nécessaire, notamment avant la mise en service d'une nouvelle installation, et avant la mise en œuvre de changements notables.

3.3 Système de Gestion de la Sécurité (SGS)

L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs tel que prévu à l'article L. 515-40 du code de l'environnement et en application de l'article 8 de l'arrêt du 26 mai 2014 modifié.

Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I de l'arrêt du 26 mai 2014 modifié.

L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.

Les consignes ou modes opératoires sont intégrés au système de gestion de la sécurité. Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêt et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

L'exploitant affecte des moyens appropriés au système de gestion de la sécurité. Il veille à son bon fonctionnement.

Tout fonctionnement en marche dégradée prévisible ainsi que toute opération délicate sur le plan de la sécurité, font l'objet d'une analyse de risque préalable et sont assurés en présence d'un encadrement approprié.

La mise en service d'unités nouvelles ou modifiées est précédée d'une réception des travaux attestant que les installations sont aptes à être utilisées.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les bilans relatifs à la gestion du retour d'expérience ainsi que les résultats des revues de direction réalisées.

3.4 Réexamen et mise à jour des études

Les dispositions de l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2013 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Dispositions spécifiques s'agissant d'un établissement SEVESO Haut :

A l'occasion d'une modification substantielle, l'exploitant procède par ailleurs au recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations conformément aux dispositions de l'article R. 515-86 du code de l'environnement.

S'il ne remet pas concomitamment ou n'a pas remis une étude de dangers, l'exploitant précise par ailleurs par écrit au préfet la description sommaire de l'environnement immédiat du site, en particulier les éléments susceptibles d'être à l'origine ou d'aggraver un accident majeur par effet domino, ainsi que les informations disponibles sur les sites industriels et établissements voisins, zones et aménagements pouvant être impliqués dans de tels effets domino.

L'étude de dangers contient tous les éléments cités à l'article 7 et à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié.

En application de l'article R. 515-98 du code de l'environnement, l'étude de dangers démontre qu'a été établi un plan d'opération interne et qu'a été mis en œuvre un système de gestion de la sécurité de façon appropriée.

Elle fait l'objet d'un réexamen au moins tous les cinq ans et d'une mise à jour si nécessaire, à compter du 24 juin 2022.

Elle est par ailleurs réalisée ou réexaminée et mise à jour :

- avant la mise en service d'une nouvelle installation, en application de l'article L. 512-1 ;
- avant la mise en œuvre de changements notables ;
- à la suite d'un accident majeur.

Sans préjudice des dispositions des articles L. 124-1, L. 124-4 et L. 515-36, lorsque l'étude de dangers peut être communiquée, un résumé non technique de cette étude est également mis à disposition. Ce résumé comprend au moins des informations générales sur les risques liés aux accidents majeurs et sur les effets potentiels sur la santé publique et l'environnement en cas d'accident majeur.

L'exploitant est tenu d'exploiter ses installations conformément aux dispositions décrites dans son étude de dangers en vigueur. »

Article 4 : Protection des populations

4.1 Alerte par sirène

A compter de la signature du Plan Particulier d'Intervention, l'exploitant met en place une ou plusieurs sirènes fixes et les équipements permettant de les déclencher.

Ces sirènes sont destinées à alerter le voisinage en cas de danger, dans la zone d'application du plan particulier d'intervention.

Le déclenchement de ces sirènes est commandé depuis l'installation industrielle, par l'exploitant à partir d'un endroit bien protégé de l'établissement.

Elles sont secourues par un circuit indépendant et doivent pouvoir continuer à fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique principale. Cette garantie doit être attestée par le fournisseur et le constructeur.

Les sirènes ainsi que les signaux d'alerte et de fin d'alerte répondent aux caractéristiques techniques définies par le décret n° 2005-1269 du 12 octobre 2005 relatif au code d'alerte national et par l'arrêté du 23 mars 2007 relatif aux caractéristiques techniques du signal national d'alerte.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour maintenir la sirène dans un bon état d'entretien et de fonctionnement.

En liaison avec le service interministériel de défense et de protection civile et l'inspection des installations classées, l'exploitant procède à des essais en « vraie grandeur » en vue de tester le bon fonctionnement et la portée du réseau d'alerte.

4.2 Information préventive des populations pouvant être affectées par un accident majeur

En liaison avec le préfet, l'exploitant est tenu de pourvoir à l'information préventive, notamment sous forme de plaquettes d'information comportant les consignes destinées aux personnes susceptibles d'être concernées par un accident (élus, services publics, collectivités) ou aux populations avoisinantes susceptibles d'être victimes de conséquences graves en cas d'accident majeur sur les installations.

Le contenu de l'information préventive concernant les situations envisageables d'accident majeur, est fixé en concertation avec les services de la protection civile et l'inspection des installations classées ; il comporte au minimum les points suivants :

- le nom de l'exploitant et l'adresse du site,
- l'identification, par sa fonction, de l'autorité, au sein de l'entreprise, fournissant les informations,
- l'indication des règlements de sécurité et des études réalisées,
- la présentation simple de l'activité exercée sur le site,
- les dénominations et caractéristiques des substances et mélanges à l'origine des risques d'accident majeur,
- la description des risques d'accident majeur y compris les effets potentiels sur les personnes et l'environnement,
- l'alerte des populations et la circulation des informations de cette population en cas d'accident majeur et les mesures de protection prévues à leur profit,
- les comportements à adopter en cas d'un accident majeur et, le cas échéant, les schémas d'évacuation éventuelle des populations, y compris l'indication des lieux d'hébergement,
- la confirmation que l'exploitant est tenu de prendre des mesures appropriées sur le site, y compris de prendre contact avec les services d'urgence afin de faire face aux accidents et d'en limiter au minimum les effets avec indication des principes généraux de prévention mis en œuvre sur le site,
- une référence aux plans d'urgence et à leur bonne application,
- les modalités d'obtention d'informations complémentaires.

Cette information intervient **au plus tard à la signature du Plan Particulier d'Intervention** puis est renouvelée tous les 5 ans et à la suite de toute modification notable.

Les modalités retenues pour la mise en œuvre des dispositions prévues aux points ci-avant (et plus particulièrement celles concernant la localisation des sirènes, le contenu et la diffusion des brochures) sont soumis avant réalisation définitive aux services préfectoraux (inspection des installations classées, service interministériel de défense et de protection civile) et à la direction départementale des services d'incendie et de secours.

Article 5 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

5.1. Modification des valeurs limites d'émission concernant les effluents industriels rejetés

L'article 4.3.9 « Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après venturi (sortie canal venturi) » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mai 2013 est modifié tel que suit :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les débits d'effluents et le pH ci-dessous définis :

- Volume maximal sur 24 h : 650 m³
- Volume maximal horaire : 40 m³/h
- pH : compris entre 6,5 et 9,5

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Limite en flux (kg/j)
MEST	455	250
DCO	2000	1000
DBO5	800	400
Ngl	100	55
P	10	1,5
Zn	0,8	0,44
Fe + Al	5	2
Cu	0,06	0,02
AOX	1	0,25
Phénols	0,3	0,05
Chlorures	1600	880
Tensio-actifs (anioniques)	500	230

La température des effluents rejetés à la station d'épuration urbaine de Blois respecte la limite suivante : inférieure ou égale à 30°C (article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2013).

Le débit maximal journalier des effluents est de 650 m³/j (40 m³/h max).

Article 6 : Prévention des risques technologiques

6.1. Prescriptions renforcées post-Lubrizol

L'exploitant se conforme aux dispositions des arrêtés ministériels suivants, modifiés suite au retour d'expérience de l'incendie LUBRIZOL notamment pris au travers des arrêtés modificatifs des 24 septembre 2020 et 21 septembre 2021 :

- arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

À ce titre, l'exploitant respecte les échéances réglementaires reprises dans le tableau de l'article 9 du présent arrêté.

6.2. Aménagements spécifiques aux projets de modifications notables

En application de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2013, les installations sont construites et exploitées conformément aux dossiers déposés. Il est notamment pris acte des engagements suivants :

- Projet de réorganisation des stockages de flacons plastiques au niveau du magasin 1 :
 - implantation de 2 nouveaux RIA, afin que ces nouvelles zones d'implantation des stockages soient couvertes par le jet de 2 RIA, tel que prévu par l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2013 ;
 - marquage au sol de la zone devant rester libre autour des portes automatiques ;
- Projet de mise en place d'AGV (véhicules à guidage automatique) au niveau du magasin 1 :
 - mise en place d'un système de gestion des AGV en cas d'alarme incendie afin d'éviter les risques de propagation d'incendie entre les zones MSL et dropzone, séparées par mur et portes coupes-feu ;
 - mise en place d'un sas au niveau des lignes MSL ;
 - marquage au sol des zones de dangers ;
- Projet d'extension L16 et local bigs-bags S83 :
 - extension des systèmes de désenfumage et d'extinction automatique par sprinklage et du réseau d'extincteurs dans l'extension du bâtiment L16, en application des articles 7.7.3 et 7.3.2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2013 ;
 - équipement de la zone de lavage des bigs-bags en salle 83 d'un caniveau de collecte des eaux de lavage ainsi que d'une détection automatique d'incendie ;
 - modification du dispositif anti-intrusion de la clôture en face du magasin 2, zone 10 pour permettre une manœuvre aisée des engins de secours sur tout le site ;
- Projet de création d'un bâtiment (S120) pour y implanter la ligne « artisan » :
 - déplacement du poste transformateur n°3 : celui-ci respecte les dispositions de l'article 7.7.3 alinéa 8 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2013 ; il est par ailleurs équipé d'un dispositif de coupure générale actionnable depuis l'extérieur ;
 - murs séparatifs coupe-feu 2 heures (REI120) entre le bâtiment S120 et le magasin 2 et entre le bâtiment S120 et la salle S41, feuille d'étanchéité incombustible en couverture sur une largeur de 5 m de part et d'autre de ces 2 murs séparatifs coupe-feu, structure métallique du bâtiment S120 de résistance R15, matériaux de construction incombustibles ;
 - bâtiment S120 équipé d'une détection automatique incendie avec report d'alarme ;
 - extension des systèmes de désenfumage et d'extinction automatique par sprinklage et du réseau d'extincteurs dans le bâtiment S120.

6.3. Autres actualisations des prescriptions en vigueur

Défense extérieure contre l'incendie : aires de mise en station échelle

La demande d'aménagement de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 novembre 2016 formulée par l'exploitant dans le dossier de porter à connaissance « Extension bâtiment L16 et local bigbag » est accordée.

Ainsi, l'aire de mise en station échelle située au niveau du mur coupe-feu 2 heures séparant les magasins 1 et 3, en façade Sud-Ouest est supprimée (mesure compensatoire : rampe déluge fixe prescrite par l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 novembre 2016).

Défense extérieure contre l'incendie

- Modification de l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mai 2013 :
Le réseau incendie interne est alimenté par 2 groupes motopompes, chacun de ces groupes motopompes est alimenté par des réserves en eau de capacité 1200 m³ (soit un total de 2400 m³ et non plus de 1800 m³).

- Ajout à l'article 7.7.6.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mai 2013 :

Le volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction d'incendie en cas d'incendie généralisé du magasin 2 est évalué à 1364 m³ (règle APSAD D9A). A ce titre, l'exploitant dispose d'un bassin de rétention de 800 m³, en plus de la capacité de rétention à quais, évaluée à 862 m³.

Les eaux d'extinction en cas d'incendie généralisé dans le magasin 2 sont collectées et prioritairement envoyées vers le bassin de rétention, par manœuvre de vannes.

La hauteur d'eau à quais ne doit en aucun cas dépasser 88 cm.

Article 7 : Surveillance des émissions et de leurs effets

7.1. Surveillance de la qualité des effluents industriels rejetés (sortie canal venturi)

L'article 9.2.2.1 « autosurveillance des eaux résiduaires et pluviales » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mai 2013 est modifié tel que suit :

Modification du 2^e tableau « Auto surveillance assurée par un organisme extérieur » :

Périodicité de la mesure pour le paramètre Zinc : Mensuelle

7.2. Bilans périodiques

L'article 9.4.2 « bilan décennal de fonctionnement » est abrogé.

Article 8 : Bilan des échéances

Article	NATURE DES ÉTUDES / TRAVAUX	Échéance maximale de réalisation
AM 1510 AM 4/10/2010	État des stocks (prise en compte des nouvelles dispositions)	Depuis le 1 ^{er} janvier 2022
AM 26/05/2014	Intégration dans l'EDD de l'étude des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.	1 ^{er} septembre 2023
AM 26/05/2014	Intégration dans le POI de la description des moyens et méthodes prévues pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur, ainsi que les dispositions assurant la disponibilité d'équipements pour mener les premiers prélèvements et analyses environnementaux en cas d'accident.	1 ^{er} septembre 2023
AM 1510 AM 26/05/2014	Mise à disposition du rapport des assureurs	Depuis le 1 ^{er} janvier 2021
AM 1510	Prise en compte des dispositions relatives aux liquides inflammables en contenants fusibles	1 ^{er} janvier 2023 / 1 ^{er} janvier 2026
Art. 4.1 du présent arrêté	Installation d'une sirène PPI	A compter de la signature du PPI
Art. 4.2 du présent	Plaquette d'information des riverains	A compter de la signature du

Article	NATURE DES ÉTUDES / TRAVAUX	Échéance maximale de réalisation
arrêté		PPI
Art. 3.3 du présent arrêté	Réexamen de l'EDD	Au plus tard le 24 juin 2027

Article 9 : Notification

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par voie postale avec accusé de réception. Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher et publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher.

Copies seront adressées au maire de BLOIS, au directeur régional de l'environnement et de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire.

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de BLOIS pendant une durée d'un mois. le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au préfet de Loir-et-Cher.

Article 10 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

Article 11 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de BLOIS et le directeur régional de l'environnement et de l'aménagement et du logement Centre - Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **10 FEV. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Nicolas HAUPTMANN

Délais et voies de recours en page suivante

Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Les recours administratifs prolongent de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessous.

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr